



Commission européenne

Association des Communes Forestières
du Cameroun (ACFCAM)

Rapport

Vérification des dépenses
« Projet de reboisement de 1400 hectares »
Pour la période du 1er janvier 2020 au 31 août 2020

(CRIS N° 2018/400-359)



KPMG Afrique Centrale

Immeuble Grassfield, 5^e étage
620, Rue du Gouverneur Carras (1064)
B.P. : 5563 Douala-Cameroun

Téléphone : + (237) 233 43 23 06 / 679 52 46 34

Monsieur OBIEGNI Thomas Dupont

Président Délégué ACFCAM

Nous avons audité les dépenses et les recettes déclarées dans le rapport financier du projet intitulé «Reboisement de 1400 hectares dans les zones de savane et de transition » couvrant la période du 1er janvier 2020 au 31 août 2020, qui figure à l'annexe 3.1. Ce rapport a été établi conformément à l'article 25 des conditions contractuelles applicables au projet arrêtées par la Commission européenne et «Association des Communes Forestières du Cameroun».

Nos constatations sont présentées dans les parties prévues à cet effet de notre rapport, qui est exclusivement destiné à la Commission européenne et vise à lui donner l'assurance que les fonds alloués au projet ont été, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables précisées au point 4.1 de notre rapport, ainsi qu'à faciliter la détermination, avec l'entité, de l'éventuel solde des financements à payer ou à recouvrer.

Responsabilités respectives de la direction de l'entité et des auditeurs

Aux termes des conditions contractuelles, la direction de l'entité a la responsabilité d'établir le rapport financier et de veiller à ce qu'il donne une image fidèle des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le projet, conformément aux conditions contractuelles applicables.

Notre responsabilité consiste à auditer le rapport financier et à communiquer nos constatations à la Commission européenne conformément aux termes de référence de la mission d'audit. Ces derniers précisent que nous devons réaliser notre travail conformément aux normes internationales d'audit (émises par l'International Federation of Accountants) dans la mesure où ces normes peuvent être appliquées dans le contexte spécifique d'un audit visant à vérifier le respect de conditions contractuelles. Ces normes nous imposent de respecter les règles de déontologie applicables lors de l'exécution de nos travaux.

Étendue de l'audit

L'étendue de notre audit est définie dans les termes de référence, comme le précise le point 4 de notre rapport. Notre tâche consiste à recueillir suffisamment d'éléments justifiant les montants et les informations figurant dans le rapport financier pour fournir l'assurance, sur la base d'un niveau de confiance de 95 %, que le rapport financier est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes. Afin de déterminer ce que l'on entend par anomalie significative, nous avons appliqué un seuil de signification de 2 % du montant total des dépenses du projet, soit 8 502,42 EUR, comme demandé par la Commission européenne.

Nous avons communiqué toutes nos constatations, quel que soit le montant en cause.



Nous avons pris en compte tous les éléments probants disponibles qui nous ont été présentés au cours de nos travaux sur le terrain, que nous avons achevés le 26 septembre 2020, de même que les observations et informations communiquées par la suite par l'Association des Communes Forestières du Cameroun jusqu'à la date du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

Opinion sans réserve

À notre avis:

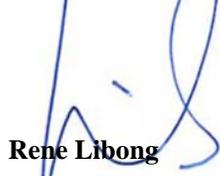
- le rapport financier donne une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le projet au cours de la période du 1er janvier 2020 au 31 août 2020, conformément aux conditions contractuelles applicables; et
- les fonds alloués au projet par la Commission européenne ont, dans tous leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables.

Diffusion et utilisation

Le présent rapport demandé par la Commission européenne est exclusivement destiné à l'information et à l'usage de cette dernière et de l'entité.

Douala, le 05 Octobre 2020

KPMG Afrique Centrale



Rene Libong
Associé

1. Contexte

- **1.1. Brève description de l'action soumise à vérification**

Numéro et intitulé du contrat:	CRIS n°2018/400-459
Type de contrat	Contrat de subvention
Rapport(s) financier(s) soumis à vérification	01/01/2020 -31/08/2020
Entité déclarante et autres entités ayant engagé des dépenses¹	Association des Communes Forestières du Cameroun
Lieu(x) où le contrat est mis en œuvre	Zones de savane et de transition au Cameroun
Période d'exécution du contrat	20/12/2018 au 20/12/2022
Stade de la mise en œuvre du contrat	En cours
Objectifs généraux et spécifiques du contrat	<p>Le projet de reboisement de 1 400 hectares de plantations dans les Communes de zones de savane sèche et de transition écologique prévu dans la convention de financement PAMFOR s'articule autour de l'APV/FLEGT. Il a pour objectif général, de promouvoir l'amélioration de la gouvernance de la gestion durable des ressources naturelles en milieu forestier au Cameroun. De manière spécifique, ce projet vise le renforcement des capacités institutionnelles et techniques des Communes, le développement de 1400 hectares de plantation en vue de restaurer les écosystèmes forestiers dans les Communes bénéficiaires des zones de savane sèche (1 000 ha) et de transition écologique (400 ha), et l'intégration du marché domestique dans l'économie formelle à partir des sources de bois d'origine légale.</p> <p>Les objectifs spécifiques sont libellés en composantes:</p> <p>Composante 1 : Renforcer les capacités des Communes dans la création, le suivi et l'entretien des plantations forestières et agro forestières.</p> <p>Composante 2 : Reboiser 1 000 hectares dans les Communes du Nord et de l'Extrême Nord.</p> <p>Composante 3 : Restaurer 400 ha de zones dégradées incluses dans des forêts communales sous l'autorité des Communes des zones de transition écologique.</p> <p>Composante 4 : Appuyer les Communes pour l'approvisionnement du marché domestique en bois légal.</p> <p>Composante 5 : Coordonner les activités du projet avec les Communes (y compris investissements).</p>

<p>Description synthétique des activités, des résultats et du groupe cible</p>	<p>-Le projet de reboisement de 1.400 hectares dans les Communes de zones de savane sèche et de transition est prévu dans la convention de financement PAMFOR, qui s’articule autour de l’APV/FLEGT.</p> <p>-Objectifs : Développement des plantations dans les Communes pilotes des zones sèches et de transition écologique, et</p> <p>-Intégration du marché domestique dans l’économie formelle à partir des sources de bois d’origine légale.</p> <p>Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles sont : les dix (10) Communes éligibles de la zone de savane sèche : Guémé, Kaélé, Koza, Lagdo, Mogodé, Mokolo, Pitoa, Waza, Yagoua et Mora et les sept (07) Communes éligibles de la zone de transition : Bangangté, Dimako, Ndikiniméki, Nyambaka, Tonga, Tubah et Yoko.</p> <p>Résultat 1.1 : le processus institutionnel et les itinéraires sylvicoles sont maîtrisés par les responsables communaux.</p> <p>Résultat 2.1 : les 1000 ha de plantations forestières créées dans le Nord et l’Extrême-Nord sont entretenus et ont un taux minimum de réussite de 60% au bout de 4 ans.</p> <p>Résultat 3.1 : 400 ha de plantations forestières créées sur des sites dégradés dans les zones de transition, avec un taux minimum de réussite de 70% au bout de 4 ans.</p> <p>Résultat 4.1 : le marché domestique local est approvisionné en bois légal.</p> <p>Résultat 5.1 : le CTFC et les Communes collaborent efficacement.</p>
---	--

● **1.2. Informations financières de base sur le contrat (au moment de la vérification)**

Dépenses

Postes budgétaires	Dépenses prévues (Euro)	Dépenses déclarées (Euro)
Poste budgétaire "1" Ressources humaines	88 376,91	41 516,12
Poste budgétaire "2" Voyages	2 526,50	1 481,19
Poste budgétaire "3" Equipements et fournitures	44 979,96	3 935,20
Poste budgétaire "4" Bureau local	9 264,00	6 661,72
Poste budgétaire "5" Autres coûts et services	23 941,00	19 670,62
Poste budgétaire "6" Autres	313 698,40	251 067,60
Poste budgétaire "8" Coûts indirects	28 967,21	24 257,40
Poste budgétaire "10" Provision pour imprévu	0,00	0,00
Poste budgétaire "12" Contribution en nature	112 500,00	76 531,03
Total	624 253,98	425 120,88

1.2.1 Contributions

Origine de la contribution	Contribution prévue (Euro)	Contribution effective (montant)
UE	511 753,98	348 589,85
ACFCAM	112 500,00	76 531,03
Total	624 253,98	425 120,88

1.2.2 Recettes

Types de recette	Recettes prévues (montant)	Recettes effectives (montant)
Rien à signaler	0,00	0,00
Total	0,00	0,00

- **1.3. Rapport financier**

Voir l'annexe 3.1.

- **2. Analyse des risques**

- **2.1. Résultat de l'analyse des risques**

Nous avons pris en considération le caractère significatif et la relation existant avec le risque d'audit, de manière à détecter les erreurs et anomalies significatives dans les dépenses et les recettes déclarées dans le rapport financier, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes.

Nous avons exercé notre jugement professionnel pour déterminer si les constatations de non-conformité avaient un caractère significatif ou non et avons appliqué les seuils de signification (matérialité) et les niveaux de confiance correspondant à l'option 1 mentionnée ci-dessous et indiqués au point 6.2 des TdR. Ces seuils s'appliquent au montant total des dépenses brutes pour le projet. Les dépenses brutes sont les dépenses totales encourues pour le projet avant déduction des recettes générées par ce dernier (par exemple les intérêts). Nous avons évalué si la valeur globale des erreurs relevées était significative (seuil de signification de 2% et niveau de confiance de 95%).

Nous avons évalué le risque que les dépenses et les recettes déclarées dans le rapport financier présentaient des erreurs ou des anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes. Nous avons évalué les principaux risques liés à la réalisation des objectifs du projet. Cela a supposé notamment d'évaluer les risques que :

- le rapport financier du projet ne soit pas fiable, c'est-à-dire qu'il ne donne pas une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le projet, conformément aux conditions contractuelles applicables ;
- les fonds alloués au projet par la Commission n'aient pas, dans tous leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ;
- des fraudes et des irrégularités puissent se produire ou se soient produites, qui aient une incidence sur les dépenses et les recettes du projet, et qu'elles ne soient pas ou n'aient pas été détectées et corrigées à temps ;
- les conditions contractuelles applicables au projet ne soient pas respectées. Pour ce faire, nous nous sommes concentrés sur les conditions contractuelles décrites au point 6.2 des TdR (Réunion préparatoire, travail sur le terrain, examen documentaire).

Nous avons vérifié si la conception du système de contrôle interne limitait suffisamment ces risques et si le système fonctionnait efficacement. Nous avons pris en considération les risques de faiblesse et de déficience dans la conception ou l'efficacité opérationnelle des contrôles internes afin de déterminer la nature, le calendrier et l'étendue des procédures de collecte d'éléments probants. Les contrôles présentent une faiblesse ou une déficience lorsqu'un élément ou une série d'éléments du contrôle interne ne permettent pas de prévenir raisonnablement, ni de détecter des risques qui pourraient avoir une incidence négative sur les objectifs du projet.

Le contrôle interne présente une déficience lorsque :

- un contrôle est conçu, mis en place et fonctionne de telle manière qu'il ne permet pas de prévenir, ou de détecter et corriger, en temps opportun des erreurs et des anomalies contenues dans le rapport financier du projet ; ou
- un contrôle nécessaire pour prévenir, ou pour détecter et corriger, en temps opportun une erreur ou une anomalie contenue dans le rapport financier du projet fait défaut.

Cette évaluation ne nous a pas imposé de concevoir et de mettre en œuvre des procédures d'audit complémentaires et de déterminer la nature, le calendrier et l'étendue des tests de contrôles ainsi que des procédures de substance (y compris procédures analytiques).

• **2.2 Conséquences sur l'échantillonnage**

Indiquez comment les facteurs de risque identifiés sont reflétés dans la structure et la taille de l'échantillon.

La taille de l'échantillon a été déterminée sur la base d'un seuil de signification de 2 % du montant total des dépenses déclarées, avec un niveau de confiance de 95 % et en tenant compte de l'analyse des risques présentée ci-dessus.

- **3. Population des transactions et échantillon**

- **3.1 Eléments clés d'ensemble de l'échantillonnage**

Rapport: <01/01/2020 au 31/08/2020>		
	Population	Échantillon vérifié
Nombre de transactions	871	542
Valeur des transactions en EUR	425 120,88	376 132,54

- **4. Tests de validation**

- 4.1. Brève description de la procédure des tests de validation

Sur la base de l'évaluation des risques réalisée, et en accord avec les TdR, nous avons testé 88,48% des dépenses déclarées. Nous avons en particulier réalisé les procédures suivantes :

- le rapprochement entre les dépenses déclarées dans le rapport financier avec le détail des coûts fournis par l'entité ;
- l'éligibilité des dépenses rapportées en accord avec les conditions contractuelles applicables au Projet ;
- la vérification du respect du budget dans les coûts rapportés ;
- l'évaluation de la réalité des dépenses effectuées et sommes remontés aux pièces justificatives.

Procédures analytiques

Nous avons exécuté les procédures analytiques complémentaires à savoir :

- les évaluations d'informations financières faites à partir d'une analyse des rapports plausibles entre des données financières et non financières ;
- les investigations sur les fluctuations ou des rapports relevés incohérents avec d'autres informations pertinentes ou qui tendaient à s'écarter de façon importante des valeurs attendues ;
et
- les rapprochements entre les dépenses effectivement engagées par rapport au budget du projet (comparaisons budget-dépenses effectives).

- **5. Résumé des résultats**

- **5.1. Résumé des erreurs détectées**

Nous n'avons relevé aucune anomalie significative au cours de nos travaux

- **5.2. Classement des erreurs par problème de conformité**

N°	Problème de conformité / cause d'inéligibilité des dépenses	Nombre de constatations	Montant en EUR
1	Documentation manquante/inadéquate	0,00	0,00
2	Procédure de passation de marchés incorrecte	0,00	0,00
3	Dépenses hors période contractuelle	0,00	0,00
4	Dépenses incluant la TVA / d'autres taxes	0,00	0,00
5	Taux de change utilisé incorrect	0,00	0,00
6	Budget dépassé	0,00	0,00
7	Dépenses non destinées au projet	0,00	0,00
8	Fraude et irrégularités	0,00	0,00
9	Recette non communiquée / non déclarée	0,00	0,00
10	Autres constatations financières	0,00	0,00
	Total des constatations financières	0,00	0,00

- **5.3 Équipe d'audit**

René Libong – Associé signataire ;

Brian Metuge- Directeur Audit ;

Paul Ndong- Manager ;

Eric Bikel- Chef de mission ;

Vanessa Moukoury- Assistante

Annexe 3.1: Rapport financier

Reboisement 1400 (ACFCAM)		Contrat n°2018 / 400-359											
Rapport financier intermédiaire: période (01/01/2020-31/08/2020)		Période d'exécution du contrat (01/01/2020-31/08/2020)											
Dépenses	Budget prévu au contrat/avenant				Réallocations		Dépenses effectivement encourues					budget initial/a la réallocation	
	Unité	Nbre d'unités	Coût unitaire (en EUR)	Coût total	Réallocation autorisée (article 9.4 des conditions générales)	Budget après réallocation 1ère année	Nbre d'unités	Coût unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)	Montant total des coûts exposés (avant présent rapport) 2019	Montant total des coûts exposés (depuis le début de l'exécution du contrat jusqu'au présent	Différence entre le montant total des coûts exposés jusqu'à la date du présent rapport et le budget prévu	Variation par rapport au budget prévu au contrat/à l'avenant
			(b)	(c)=a*b				(d)	(e)=c+d				
(a)	(b)	(c)=a*b	(r)	(a)	(b)	(c)=a*b	(d)	(f)=c+d	(g)= c (ou r) - f	(r)			
1. Ressources humaines													
1.1 Salaires (montants bruts incluant les charges de sécurité sociale et autres coûts liés, personnel local)													
1.1.1 Technique	Par mois			0									
Cordonateur CTFC (temps plein)	Mois	48	2 000,00	96 000,00			8	2 000,00	16 000,00	24 000,82	40 000,82	55 999,18	58,33%
Ingenieur Senior projet Zone Savane (temps plein)	Mois	48	518	24 864,00			8	483,965	3 871,72	4 563,44	8 436,16	16 428,84	66,07%
Ingenieur Junior projet Zone Transition (temps plein)	Mois	48	518	24 864,00			8	550,5	4 404,80	6 607,19	11 011,99	13 852,01	55,71%
Responsable administratif et financier	Mois	48	443	21 264,00			8	448,09	3 584,72	6 377,10	8 961,82	12 302,18	57,85%
Responsable suivi Evaluation (1 temps plein)	Mois	48	525	25 200,00			8	550,5	4 404,80	6 607,19	11 011,99	14 188,01	56,30%
Caissier du Projet	Mois	48	350	16 800,00			8	354,97	2 839,76	3 325,42	6 165,18	10 634,82	63,30%
2 chauffeurs	Mois	96	235	22 560,00			8	269,85	2 157,20	3 235,75	6 392,95	17 167,05	76,10%
1.1.2 Personnel administratif/d'appui	Par mois											0	
1.2 Salaires (montants bruts, personnel expatrié/international)	Par mois											0	
assistant technique	mois	48	800	38 400,00			0	800	0	-	-	38 400,00	100,00%
Volontaire international	Mois	48	668	32 064,00			0	668	0	-	-	32 064,00	100,00%
1.3 Per diems pour missions/voyages													
1.3.1 A l'étranger (personnel affecté à l'action)	Per diem												
1.3.2 Sur place (personnel affecté à l'action)	Per diem												
Cordonateur CTFC	Per diem/JR	128,05	38,11	4 880,0			9,0006	38,11	343,000055	990,91	1 333,92	3 546,08	72,67%
AT MINFOF	Per diem/JR	128,05	38,11	4 880,0			11,4006	38,11	434,476866	1 272,94	1 707,42	3 172,58	65,01%
Chauffeur 1	Per diem/JR	305,05	25,91	7 904,0			0	25,92	0	933,01	933,01	6 970,99	88,20%
Chauffeur 2	Per diem/JR	236,89	25,91	6 138,0			0	25,91	0	-	0,00	6 138,00	100,00%
Responsable suivi	Per diem/JR	128,05	38,11	4 880,0			3	38,11	114,33	1 219,62	1 333,95	3 546,05	72,66%

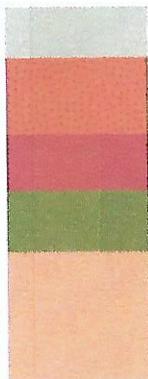
Responsable antenne Zone transition	Per diem/JR	288,11	38,11	10 980,0			42,2	38,11	1908,242	2 286,72	3 894,98	7 085,04	64,53%
Responsable antenne Savane sèche	Per diem/JR	314,87	38,11	12 000,0			46	38,11	1753,06	2 591,62	4 344,68	7 655,32	63,79%
1.3.3 Participants aux séminaires/conférences	Per diem												
Seminaires de lancement Yaounde et Mar	Nb Participants	78	76,92	6 000			0	0	0	2 999,93	2 999,93	3 000,07	50,00%
Seminaire de capitalisation	Nb Participants	104	76,92	8 000			0	0	0	-	-	8 000,00	100,00%
Sous-total Ressources humaines				367 678,00					41 516,12	55 011,66	107 527,75	260 150,22	70,76%
2. Voyages													
2.1. Voyages internationaux	Par vol												
2.2. Trajets locaux	Par mois												
Vol A/R (189*30=5670)	Nbre de vol	30	189	5 670,00			1	122,87	122,87	1 004,08	1 126,96	4 543,05	80,12%
Train; car(105,9*23=2436)	Nombre	23	105,9	2 436,00			15	105,9	1358,32	1 392,89	2 751,01	-315,01	s
Sous-total Voyages				8 106,00					1 481,19	2 396,77	3 877,96	4 228,04	52,16%
3. Équipement et fournitures													
3.1 Achat ou location de véhicules	Par véhicule	1	37 000,00	37 000,00			0	37 000	-	0	-	37 000,00	100,00%
3.2 Location véhicule	année	4	1 700,00	6 800,00			0,9102	1 700	1 547,34	1 615,96	3 163,30	3 636,70	53,48%
3.3 Imprimer, matériel informatique, Autre équipements (voir Doc projet)	Nombre	10	909	9 090,00	1 575	10 665	0	909	-	10 665,30	10 665,30	-	0,00%
3.4 Pièces détachées/matériel pour machines, outils	Nbre vehicule	2	2 000,00	4 000,00	-1 575	2 425	0,0632	2000	126,40	1 394,45	1 520,85	903,85	22,60%
3.5 Autres (carburant)	Mois	48	423,34	20 320,32			3,7415	423,34	1 583,93	5 030,00	6 613,93	13 706,39	67,45%
3.6 Maintenance informatique	Mois	48	100	4 800,00			7	96,79	677,53	1 064,68	1 742,21	3 057,79	63,70%
Sous-total Équipement et fournitures				82 010,32					3 935,20	19 770,39	23 705,59	58 304,73	71,09%
4. Bureau local													
4.1 Coût du/des véhicules	Par mois	48	310	14 880,00			2,8557	310	885,27	369,37	1254,637	13 625,36	91,57%
4.2 Location de bureaux	Par mois	0	0	0			0	0	-	-	0	-	0,00%
4.3 Consommables - Fournitures de bureau	Par mois	48	225	10 800,00			14,2657	225	3 210,46	2 297,25	5507,7075	5 292,29	49,00%
4.4 Autres services (tel./fax, électricité/eau, internet)	Par mois	48	237	11 376,00			10,827	237	2 566,00	2 034,88	4600,879	6 775,12	59,56%
Sous-total Bureau local				37 056,00					6 661,72	4 701,60	11 303,22	25 692,78	69,33%
5. Autres coûts, services													
5.1 Publications	Nombre	5	1 000,00	5 000,00			0	1000	-	-	0	5 000,00	100,00%
5.2 Études, recherche	Nombre	2	1 000,00	2 000,00			0	1000	-	1 000,00	1000	1 000,00	50,00%
5.3 Coûts d'audit	Nbre Audit	4	6 400,00	25 600,00			1,6	6 400,00	10 240,00	-	10240	15 360,00	60,00%
5.4 Coûts d'évaluation	Nbre	2	3 340,00	3 340,00			0	0	-	-	0	3 340,00	100,00%
5.5 Traduction, interprètes	Nbre	0	0	0			0	0	-	-	0	-	0,00%
5.6 Services financiers (coûts de garantie bancaire, etc)	année	4	3 331,50	13 326,00			1,06	3 331,50	4 020,29	1 645,04	5665,33	7 660,67	57,49%
5.7 Caution sur Première avance (caution 1er versement de pro assur Assurance)	année	1	8 399,00	8 399,00			-	0	-	8 399,27	8399,27	0,27	0,00%

KP

Atelier des parties prenantes pour la suivi à mi-parcours du (Projet)	Mi-parcours	2	2 000,00	4 000,00	1,00			1 482,53	1 482,53	2 547,47	63,69%
5.9 Actions de visibilité ¹⁰	AN	4	10 000,00	40 000,00	1,00	10 000,00	5 410,33	6 167,30	11 577,63	28 422,37	71,06%
Sous-total Autres coûts, services				101 865,00			19 670,62	18 864,14	38 334,76	63 330,24	62,29%
6. Autres											
6.1.1 Renforcement des capacités institutionnelles et communautaires (Composante1)	AN	4	17 125,00	68 500,00	1,00	17 125,00	4 440,08	335,39	4775,47	63 724,53	93,03%
6.1.2 Plantation, Entretien, Sécurisation et services connexes pour 1000HA; en Zone de Savane sèche (Composante2)	AN	4	144 375,00	577 500,00	1,00	144 375,00	161 203,99	114 612,21	275816,2	301 683,80	52,24%
6.1.3 Plantation, Entretien, sécurisation et services connexes pour 400HA. Zone de transition (Composante3)	AN	4	79 750,00	319 000,00	1,00	79 750,00	85 423,53	53 732,07	139156,6	179 844,40	56,38%
6.1.4 Appara à l'approvisionnement du marché domestique en bois legal (Composante4)	AN	4	19 000,00	76 000,00		19 000,00	-	8 600,85	8600,85	67 399,15	88,68%
Sous-total Autres				1 041 000,00			251 067,60	177 280,52	428 348,12	612 651,88	58,85%
7. Sous-total des coûts directs de l'action (1 à 6)				1 637 515,32			324 332,45	288 824,98	613 157,43	1 024 357,89	62,56%
8. Coûts indirects (maximum 7 % de 7, sous-total des coûts directs éligibles de l'action)				98 250,92			24 257,40	2 383	36 789,45	61 461,47	
9. Total des coûts directs éligibles de l'action, à l'exclusion des imprévus (7+8)				1 735 766,24			348 589,85	291 207,55	649 946,87	1 085 819,37	62,56%
10 Provision pour imprévus (maximum 5 % de la ligne 7 Sous-total des coûts directs éligibles de l'action)				64 233,76			0	0	0	64233,76	
11. Total des coûts éligibles (9+10)				1 800 000			348 589,85	291 207,55	649 946,87	1 150 053,13	63,89%
12. - Taxes											
- Contributions en nature				450000			76 531,03	104 673,00	181 204,03	268 795,97	59,73%
13. Total des coûts acceptés de l'action (11+12)				2 250 000			425 120,88	395 880,55	831 150,90	1 418 849,10	63,06%

LEGENDE

- MONIANT TOTAL COUTS DE L'ACTION
- REALLOCATION AUX COUTS DE L'ACTION
- MONIANT TOTAL COUTS EXPEOSES AU 31 AOUT 2020
- MONIANT TOTAL COUTS EXPOSES EN 2019
- MONIANT TOTAL COUTS EXPOSES JUSQU'AU PRESENT RAPPORT
- SOLDE BUDGET DE L'ACTION APRES COUTS EXPOSES
- TAUX DE VARIATION AU SOLDE DU BUDGET TOTAL DE L'ACTION



[Signature]
Bodéaire Kemajou
LE DIRECTEUR